



Président : M. Narciso G. REYES (Philippines).

**POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR**

Conférence des Nations Unies sur l'environnement : rapport du Secrétaire général (suite\*) [A/8308, A/8309, A/8403, chap. XI), A/8509 et Add.1, A/C.2/269, A/C.2/L.1185/Rev.2, A/C.2/L.1195, A/C.2/L.1202, A/C.2/L.1212 à A/C.2/L.1215; A/CONF.48/PC/13; E/4991 et Add.1, E/5003]

1. Le PRÉSIDENT invite les membres de la Commission à exprimer leurs vues sur le projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2 et les amendements qui s'y rapportent (A/C.2/L.1213 et A/C.2/L.1214).

2. M. BRITO (Brésil) dit que, lorsque le projet de résolution a été présenté par le représentant du Koweït et que l'on a demandé aux membres de formuler leurs observations à son sujet, très peu d'orateurs ont laissé entendre qu'ils approuvaient implicitement ce texte. Or on prétend maintenant que le projet de résolution préjuge les résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement. En fait, il n'est question au paragraphe 4 que de certains domaines généraux d'action et les résultats de la Conférence n'y sont nullement préjugés.

3. A l'alinéa a du paragraphe 3 sont nettement indiqués certains principes qui devraient être respectés et, étant donné que personne ne s'est prononcé contre ces principes, les auteurs ont estimé que l'accord était général sur le projet de résolution.

4. Au cours des consultations officieuses, les auteurs ont indiqué qu'ils étaient disposés à admettre de nouveaux points de vue et, de ce fait, M. Brito annonce que des modifications ont été apportées aux paragraphes 2 et 10. En conséquence, le paragraphe 2 est maintenant libellé comme suit : "... pour conseiller et aider le Secrétaire général dans sa tâche de préparation de la Conférence, de veiller à ce que, dans l'exercice de leurs responsabilités, la documentation qui doit être soumise aux pays participants, et en particulier le plan d'action ...", ce qui rend le texte plus explicite. Le paragraphe 10 sera rédigé comme suit : "Réaffirme la primauté du développement économique et social indépendant comme étant l'objectif principal et primordial de la coopération internationale, dans l'intérêt du bien-être de l'humanité, de la paix et de la sécurité mondiale".

\* Reprise des débats de la 1428<sup>ème</sup> séance.

5. Les auteurs ont révisé le projet de résolution avec le plus grand soin et se sont efforcés, autant que possible, de tenir compte de l'opinion de tous les membres. A cet égard, le projet de résolution est une formule transactionnelle. M. Brito estime qu'il est bien équilibré, et il espère que la Commission pourra l'adopter sans difficulté.

6. M. MOLINA DUARTE (Venezuela), présentant les amendements proposés par sa délégation sous la cote A/C.2/L.1213, remercie les auteurs de la coopération dont ils ont fait preuve au cours des entretiens officieux, et il regrette que le manque de temps l'ait empêché de les consulter sur l'incorporation des amendements. Ces deux amendements traduisent l'opinion des pays en voie de développement. Ils ont trait tous les deux à la solution des problèmes de l'environnement qui ont pour origine la nature elle-même, et il importe particulièrement que la Conférence de Stockholm tienne compte des incidences de ces problèmes sur les pays en voie de développement. Bien que la pollution industrielle ne crée pas pour eux des problèmes très graves, les pays en voie de développement devraient néanmoins bénéficier de toute politique internationale adoptée au sujet de l'environnement. Si les auteurs acceptent ses amendements, la délégation du Venezuela votera avec plaisir pour l'ensemble du projet de résolution.

7. Mlle DARLING (Royaume-Uni) dit que le projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2 a causé une grave préoccupation à sa délégation, tout d'abord parce que, quant au fond, il soulève des questions d'une importance considérable et, deuxièmement, en raison de la manière dont ses auteurs ont procédé. Pour ce qui est de la question de temps, certains ont allégué que les délégations des pays développés s'étaient délibérément abstenues de faire des observations sur le projet de résolution parce qu'elles prévoyaient une scission au sein du groupe des pays d'Amérique latine ou pensaient qu'il ne resterait pas assez de temps pour étudier le projet de résolution comme il convient. Ces allégations sont dénuées de tout fondement. En fait, la délégation britannique voulait étudier de près la question importante qui avait été soulevée et s'entretenir de ses vues avec les délégations d'autres pays développés.

8. Malgré des échanges de vues entre un groupe représentant certains des pays développés et un autre groupe représentant les auteurs, très peu a été accompli en fait de négociations. Les auteurs n'ont voulu accepter aucune modification de leur texte ni même éclaircir le sens du paragraphe 7 du dispositif, sur lequel tous les pays développés s'interrogent. Une telle attitude au sein de la Commission est aussi regrettable qu'inhabituelle.

9. Dans ces conditions, la délégation du Royaume-Uni et d'autres délégations représentant des pays développés ont estimé nécessaire de soumettre certains amendements (A/C.2/L.1214), afin que les membres de la Commission puissent les étudier et faire connaître leur avis à leur sujet. Mlle Darling tient donc à présenter formellement ces amendements au nom de sa délégation et de celle de l'Australie. Bien que ces deux délégations se soient efforcées de ne considérer que les paragraphes qui leur causaient le plus de difficultés, elles ne sont aucunement satisfaites de la forme et du fond du reste de la résolution, qui est rempli de répétitions et qui contient un certain nombre de déclarations d'une exactitude discutable.

10. Le premier amendement porte sur le neuvième alinéa du préambule, où sont formulées deux idées fondamentales : premièrement, la pollution à répercussions mondiales est causée essentiellement par certains pays hautement développés du fait de leurs activités industrielles; deuxièmement, c'est à ces pays qu'incombe la responsabilité principale de financer des mesures correctives. Non seulement ce paragraphe est inutilement accusateur et blessant, mais il ne repose pas sur des données scientifiques. Les auteurs ont été incapables de fournir des exemples de pollution à répercussions mondiales causée par des activités industrielles, et ils ont en conséquence indiqué qu'ils étaient disposés à considérer de "vastes répercussions", ce qui est encore d'une exactitude douteuse. Dans cet amendement, on reconnaît qu'il est nécessaire que les pays développés prennent des mesures pour lutter contre la pollution qu'ils ont occasionnée, en particulier contre la pollution ayant des répercussions internationales, mais on n'y porte aucune accusation gratuite et l'on n'y condamne personne. Il est regrettable que les représentants des auteurs n'aient voulu étudier ni le texte modifié ni aucune variante de ce texte.

11. On peut parler en même temps des amendements proposés au dix-huitième alinéa du préambule et à l'alinéa *b* du paragraphe 4 du dispositif, puisqu'ils ont trait à la même question. Le concept du rapport entre l'environnement et le développement n'est certes pas une idée nouvelle. La délégation du Royaume-Uni ne peut accepter l'opinion exprimée par le représentant du Brésil selon laquelle les objectifs de la Stratégie internationale du développement sont trop modestes et que, si l'on proposait de nouvelles mesures pour suivre l'évolution de la situation, il faudrait fournir des ressources supplémentaires aux pays en voie de développement. Au paragraphe 18 de la Stratégie, il est tenu compte de cela, et il semble prématuré que la Commission modifie la Stratégie — qu'on a mis deux ans à élaborer — sans disposer de renseignements plus concrets et sans que des négociations fondamentales aient lieu sur le plan international. Le projet de résolution déclare qu'il est nécessaire de disposer de ressources financières supplémentaires pour permettre l'application de mesures supplémentaires nouvelles jugées acceptables, mais il ne donne pas la moindre indication sur la nature de ces mesures ni sur qui devrait les prendre. De même, à la dernière phrase de l'alinéa *b* du paragraphe 4 du dispositif, on fait allusion à la nécessité de fournir des ressources financières supplémentaires "de manière qu'aucun plan d'action ne soit défini ou envisagé sans que les moyens de l'appliquer existent". De l'avis de la délégation du Royaume-Uni, tout cela manque totalement de réalisme.

Cela suppose que des sommes illimitées devront être fournies pour permettre d'appliquer toute mesure rationnelle qui pourrait être proposée. En fait, une des principales tâches de la Commission et des gouvernements est de fixer un ordre de priorité, afin que les ressources nécessairement limitées qui sont disponibles puissent être utilisées au mieux. Ni la Conférence de Stockholm ni la Commission n'ont le droit d'obliger aucun Etat Membre à appliquer la moindre mesure. Cependant, la Conférence de Stockholm pourra — et il faut espérer qu'elle le fera — clarifier la situation actuelle en ce qui concerne l'état de l'environnement et proposer différentes manières de résoudre le problème. Chaque pays pourra ensuite adopter les mesures qu'il jugera appropriées. Ce serait manquer de réalisme que de séparer les mesures relatives au développement de celles touchant l'environnement; or, il semble que les auteurs du projet de résolution acceptent cette idée lorsqu'ils disent au septième alinéa du préambule que "c'est par la promotion du développement que l'on peut assurer au mieux des conditions d'environnement satisfaisantes". C'est sur ce raisonnement que sont fondés les amendements proposés au dix-huitième alinéa du préambule et à l'alinéa *b* du paragraphe 4 du dispositif, que les auteurs ont néanmoins trouvés inacceptables.

12. La délégation du Royaume-Uni note avec satisfaction que, sur la demande du Secrétaire général, les auteurs ont accepté un amendement portant sur les responsabilités du Secrétaire général, du Comité préparatoire et d'autres organes. Néanmoins, le dernier membre de phrase du paragraphe 2, qui préjuge les résultats de la Conférence et laisse entendre que le Secrétaire général devrait tenir pleinement compte des dispositions du projet de résolution, telles que celles portant sur les essais nucléaires et l'ouverture de crédits par les institutions financières internationales, pose encore des problèmes. L'amendement à ce paragraphe a pour objet de corriger ces défauts.

13. De même, le début du paragraphe 3 doit être modifié parce que le Secrétaire général de la Conférence ne devrait pas avoir à formuler dans la documentation des principes qui n'intéressent pas le plan d'action qu'il peut décider de proposer.

14. Les auteurs des amendements apprécient l'esprit dans lequel a été élaboré le paragraphe 5, mais ils estiment qu'il ne convient pas que la Commission adopte des mesures qui ne relèvent pas de sa compétence.

15. Il faudrait supprimer le paragraphe 7, relatif aux institutions financières internationales, car il est incompréhensible et paraît vicieux du point de vue de la procédure. Ces institutions ne peuvent pas augmenter leurs ressources, et aucune banque ne pourrait remplir ses fonctions si le client décidait seul s'il doit ou non obtenir un prêt. La représentante du Royaume-Uni aimerait entendre l'avis des institutions financières internationales, notamment de la BIRD, sur ce sujet.

16. Les auteurs des amendements estiment que le paragraphe 8 est prématuré. La Conférence de Stockholm doit discuter les problèmes de l'environnement et étudier les moyens éventuels de les surmonter. Il est trop tôt pour penser au financement et aux fonds nécessaires. Mlle

Darling se demande s'il est un seul pays développé qui puisse répondre positivement à un questionnaire aussi limité que celui proposé dans le projet de résolution. Le projet de résolution propose un système précis de contributions volontaires avant même que les problèmes et les moyens possibles d'y remédier aient été déterminés. En essayant de répondre autant que possible au désir des auteurs du projet de résolution de voir prendre des mesures sur cette question, les auteurs des amendements ont proposé une rédaction plus souple pour ce paragraphe. La représentante du Royaume-Uni regrette que les auteurs du projet de résolution aient trouvé ce libellé inacceptable.

17. Au paragraphe 9, la proposition tendant à une étude détaillée qui serait réalisée par la CNUCED sur les effets des politiques relatives à l'environnement des pays développés n'est pas pertinente au stade actuel. La troisième session de la CNUCED doit avoir lieu en avril 1972, et il est maintenant très tard pour demander à la CNUCED de rédiger une étude détaillée sur une nouvelle question. En outre, cette proposition n'est pas objective, puisqu'elle ne porte que sur les effets contraires des politiques de l'environnement et ne tient pas compte de leurs effets positifs. Les auteurs des amendements ont présenté un contre-projet pour le paragraphe 9.

18. La représentante du Royaume-Uni espère que les délégations seront en mesure d'appuyer ces amendements. Parlant au nom de la délégation britannique seulement, elle regrette que sa déclaration ait été nécessaire pour faire comprendre la position que son pays adoptera et qu'il a d'ailleurs toujours adoptée sur la question du développement et de l'environnement. La délégation britannique s'est longuement préparée pour la Conférence sur l'environnement et elle est tout à fait consciente de l'intérêt particulier que les pays en voie de développement portent à ce problème ainsi que des différences qui existent sur de nombreux points entre les problèmes et les besoins des pays en voie de développement et ceux des pays développés. Les délégations qui désirent avoir plus de renseignements sur la façon dont le Gouvernement du Royaume-Uni envisage cette question peuvent se reporter à un document du Royaume-Uni intitulé "Le développement, l'aide et l'environnement" dont le Comité préparatoire a été saisi à sa troisième session.

19. En l'occurrence, la représentante du Royaume-Uni regrette sincèrement que, pour les raisons qu'elle vient de donner, la délégation britannique n'ait pas d'autre choix que de voter contre le projet de résolution sous sa forme actuelle.

20. M. SCHRAM (Islande), se reportant au neuvième alinéa du préambule du projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2, dit que, les pays industriellement avancés étant les principales sources de pollution, il leur incombe au premier chef d'arrêter le processus menaçant d'une pollution croissante qui accompagne le développement de la production industrielle. Lorsqu'ils établiront les plans d'une coopération internationale sur les questions relatives à l'environnement, les pays industrialisés devront donc tenir compte de la nécessité d'accorder aux pays en voie de développement une assistance technique et financière accrue pour leur permettre d'améliorer leur environnement

rural et urbain. Il faut que les pays en voie de développement se souviennent que la lutte contre la pollution est parfois coûteuse et difficile, mais il ne faut pas qu'ils renoncent à s'efforcer d'éviter la répétition des graves erreurs que beaucoup de pays les plus développés ont commises au cours du processus de l'industrialisation. Une législation nationale rigoureuse est donc nécessaire.

21. En ce qui concerne la Conférence elle-même, M. Schram déclare que son gouvernement s'intéresse surtout à la suppression de la pollution des océans. Les problèmes de la pollution marine retiennent depuis longtemps l'attention du Gouvernement islandais, ce qui est compréhensible puisque l'Islande dépend des ressources de la mer plus que tout autre pays. Si la prédiction terrible selon laquelle toute vie marine disparaîtra d'ici à 30 ans si l'on n'adopte pas de politique nouvelle venait à se réaliser, l'Islande serait victime d'une terrible catastrophe économique.

22. Telles sont les considérations à la lumière desquelles il faut examiner les revendications des Etats qui demandent une extension de leur juridiction côtière. C'est aussi la raison pour laquelle la délégation islandaise a pris l'initiative de signaler les problèmes de la pollution marine à l'attention de l'Assemblée générale des Nations Unies pour la première fois en 1968 et en 1969. Elle est heureuse de constater les progrès rapides réalisés tant par le Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans, au-delà des limites de la juridiction nationale, que par le Groupe de travail intergouvernemental sur la pollution marine et d'autres organismes et comités d'experts de l'ONU. L'alinéa c du paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1195, dont l'Islande est coauteur, offre à la Conférence de Stockholm la possibilité de prendre une mesure décisive dans ce domaine en adoptant ou en recommandant un traité international qui interdise la décharge de matières toxiques dans les océans. Un traité régional de ce genre vient d'être négocié pour la région nord-est de l'Atlantique; cependant, il est urgent que le problème soit abordé à l'échelle mondiale, car une pollution croissante ne connaît pas de frontières. Cette question devrait aussi figurer dans le plan d'action recommandé à l'alinéa b du paragraphe 5 du projet de résolution A/C.2/L.1195.

23. Il est indispensable de regarder au-delà de la Conférence et d'envisager les dispositions institutionnelles à prendre pour continuer la lutte en faveur d'un environnement sain dans lequel l'homme serait son propre maître et ne serait pas soumis aux forces d'un développement économique aveugle. Les problèmes sont d'une importance telle qu'il faudrait envisager après la Conférence la création d'un nouvel organisme des Nations Unies pour l'environnement, qui bénéficierait de l'appui vigoureux des gouvernements et des organismes qui s'occupent actuellement de divers aspects de la protection de l'environnement. Une action indépendante concertée à l'échelon le plus élevé est donc indispensable.

24. M. RUIZ MORALES (Espagne) dit que son pays a participé activement aux travaux techniques de divers groupes de travail intergouvernementaux, bien qu'il ne soit pas membre du Comité préparatoire de la Conférence. La délégation espagnole discerne trois attitudes générales qui se

sont manifestées pendant le débat de la Deuxième Commission : les délégations du Brésil, de l'Equateur, du Chili et d'autres pays de continents en voie de développement se sont plaintes avec véhémence de ce que leurs vues n'ont pas été reflétées dans les travaux préparatoires de la Conférence. La délégation des Etats-Unis s'est opposée à cette attitude avec une ardeur égale et a suggéré qu'elle était teintée de paranoïa. La troisième position, qui est celle de la Suède et du Comité préparatoire en général, est plus neutre. Une manière de voir unique envers le développement et l'environnement ne s'est pas encore manifestée, mais la délégation espagnole demeure optimiste et est sûre que le secrétariat de la Conférence pourra concilier les trois positions. Etant donné l'affirmation qu'un travail préparatoire excessif n'a été effectué que dans quelques domaines limités, il est indispensable que la Conférence ne soit pas une simple machine à approuver.

25. Pour ce qui est du projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2, la délégation espagnole considère que le libellé du neuvième alinéa du préambule est trop catégorique. Elle ne sera pas en mesure d'accepter la demande faite au dix-huitième alinéa du préambule et à l'alinéa *b* du paragraphe 4, pour que soient fournies des ressources financières supplémentaires au-delà des objectifs fixés dans la Stratégie internationale du développement, qui ont été adoptés à l'unanimité. La délégation espagnole propose formellement que l'on mentionne spécialement dans l'alinéa *c* du paragraphe 4, les pays dont les côtes sont particulièrement vulnérables aux dangers de la pollution marine. La délégation espagnole note avec satisfaction l'insertion des mots "et social" au paragraphe 10. Elle pourra aussi voter pour certains des amendements proposés par les délégations du Royaume-Uni et de l'Australie. Elle ne pourra pas voter pour l'ensemble du projet de résolution sous sa forme actuelle.

26. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.2/L.1195, M. Ruiz Morales estime que le texte du sixième alinéa du préambule reflète un optimisme excessif et qu'il faudrait le modérer. Cette réserve faite, la délégation espagnole votera pour ce projet de résolution.

27. M. BUTLER (Australie) dit que sa délégation, qui est coauteur des amendements publiés sous la cote A/C.2/L.1214, souhaite que la Conférence de Stockholm ait lieu dans une atmosphère constructive. Les amendements ont pour but d'éviter qu'on préjuge les résultats des travaux de la Conférence ou qu'on limite sa compétence pour engager des négociations aussi libres que possible. La délégation australienne pense aussi que la Commission ne devrait prendre aucune décision qui pourrait faire croire à une confrontation d'intérêts dans les domaines qui feront l'objet des travaux de la Conférence.

28. La délégation australienne votera pour les amendements proposés par le Venezuela et l'Espagne.

29. M. RINGNALDA (Pays-Bas) dit que, si de nombreux alinéas du préambule et paragraphes du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2 emportent l'adhésion de sa délégation, d'autres soulèvent des difficultés.

30. Le projet de résolution porte sur le même sujet que le rapport de Founex; malheureusement, il n'est pas établi

selon la même optique que ce document très pénétrant. L'une des principales critiques de la délégation néerlandaise est que le projet de résolution donne à entendre qu'il y a opposition entre l'environnement et le développement; or tel n'est pas le cas. Le rapport qui existe entre ces deux éléments nécessite une action et une coopération internationales intenses, dont la Conférence de Stockholm devrait préciser la forme. Toutefois, la délégation néerlandaise estime que, en apportant un certain nombre de modifications à ce projet de résolution, on pourrait y souligner la coopération plutôt que l'antagonisme. M. Ringnalda soutient donc l'amendement du Royaume-Uni et de l'Australie au neuvième alinéa du préambule.

31. La délégation néerlandaise estime que le rôle de la Conférence de Stockholm est de décider de normes minimales de l'environnement et de laisser les divers gouvernements dépasser ces normes lorsqu'ils formulent leur propre politique de l'environnement. Toutefois, c'est le contraire qui est suggéré au deuxième alinéa du préambule.

32. Il ne convient pas d'introduire, comme au dix-huitième alinéa du préambule, une proposition de grande portée visant à modifier les objectifs globaux qui, après trois années de négociations intensives, ont été si récemment fixés pour la Stratégie internationale du développement, encore que certaines mesures adoptées par les pays industrialisés à propos de l'environnement puissent effectivement avoir des conséquences néfastes sur les efforts accomplis en vue de favoriser le développement conformément à la Stratégie. M. Ringnalda rappelle qu'on a créé un mécanisme d'examen et d'évaluation de la deuxième Décennie pour le développement, grâce auquel la communauté internationale pourra apporter les corrections nécessaires pour atteindre les objectifs de la Décennie. L'existence de ce mécanisme incite la délégation néerlandaise à proposer de supprimer les mots "au-delà des objectifs fixés dans la Stratégie internationale du développement et sans porter préjudice à leurs programmes d'assistance dans d'autres domaines" et d'ajouter à la fin de la phrase les mots "sans porter préjudice aux efforts déployés par les pays développés et les pays en voie de développement en vue d'atteindre les objectifs de la Stratégie internationale du développement".

33. Les paragraphes 2 et 3 du dispositif, qui portent sur plusieurs sujets importants qui doivent être débattus à la Conférence de Stockholm et ultérieurement, préjugent les décisions qui seront prises à Stockholm. Toutefois, on peut résoudre ce problème en adoptant les amendements du Royaume-Uni et de l'Australie.

34. La délégation néerlandaise élève les mêmes objections contre l'alinéa *b* du paragraphe 4 du dispositif que contre le dix-huitième alinéa du préambule, et la modification que M. Ringnalda a suggérée pourrait donc être envisagée pour cette disposition également.

35. La délégation néerlandaise n'a pas d'objection à présenter quant au fond du paragraphe 7 du dispositif, mais elle estime que sa rédaction est imprécise et que, de ce fait, le paragraphe risque de rester sans effet.

36. M. Ringnalda propose, pour les raisons qu'il a déjà indiquées, de supprimer la dernière partie du paragraphe 8

du dispositif, qui se terminerait par les mots "... à des fins de protection de l'environnement".

37. Il approuve les amendements du Royaume-Uni et de l'Australie au paragraphe 9 mais regrette qu'il ne soit pas fait mention dans ce paragraphe des études de la FAO et du GATT dont il est question dans le rapport de Founex.

38. Il est difficile à la délégation néerlandaise d'accepter les amendements du Venezuela (A/C.2/L.1213) en raison de leur portée et parce qu'il ne lui semble pas, à première vue, qu'il y ait conflit entre ces amendements et le programme concernant les ressources naturelles établi à la présente session de l'Assemblée générale.

39. La délégation néerlandaise, qui est un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1195, peut soutenir les amendements à ce projet qui figurent dans le document A/C.2/L.1202, mais non pas ceux qui figurent dans les documents A/C.2/L.1212 ni A/C.2/L.1215.

40. M. CALENDIA (Italie) dit que sa délégation appuie les remarques du représentant du Royaume-Uni et appuie les amendements de l'Espagne et du Venezuela.

41. M. ASANTE (Ghana) dit que sa délégation peut accepter les amendements du Venezuela au projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2.

42. Il tient à expliquer la position de sa délégation à l'égard des amendements à ce projet de résolution présenté par l'Australie et le Royaume-Uni (A/C.2/L.1214). La délégation ghanéenne peut appuyer l'amendement au neuvième alinéa du préambule, mais elle ne peut accepter l'amendement au dix-huitième alinéa du préambule. Les amendements aux paragraphes 2 et 3 du dispositif sont acceptables, car la délégation ghanéenne reconnaît que de bonnes politiques de l'environnement ne peuvent manquer d'avoir des effets défavorables — dont les gouvernements devraient être conscients à l'avance — sur le développement économique et social. Les amendements des deux puissances aux paragraphes 4 et 5 ne peuvent être acceptés par sa délégation. Toutefois, celle-ci peut appuyer la proposition de supprimer le paragraphe 7, puisqu'elle considère que la demande qui y est faite est prématurée au stade actuel; il ne conviendra de présenter des demandes précises aux institutions financières internationales et aux gouvernements que lorsque le plan d'action aura été établi. La délégation ghanéenne pourrait accepter la version actuelle du paragraphe 8 si les auteurs acceptaient de supprimer la partie qui suit les mots "de la Stratégie internationale du développement"; au cas où ils ne le pourraient pas, la délégation ghanéenne appuierait l'amendement proposé par l'Australie et le Royaume-Uni. Elle peut également accepter l'amendement proposé par les deux puissances au paragraphe 9 du dispositif, puisque la question de l'environnement est déjà à l'ordre du jour de la troisième session de la CNUCED. Toutefois, elle aurait préféré qu'il ne soit pas fait mention du Secrétaire général de l'ONU dans cet amendement.

43. La délégation ghanéenne propose d'adopter l'amendement du Brésil au paragraphe 7 du projet de résolution A/C.2/L.1195, qui est formulé dans le document A/C.2/L.1215, et d'insérer ce paragraphe dans le projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2, de préférence après la paragraphe 2. Le projet de résolution A/C.2/L.1195 porte sur des questions de procédure et devrait être approuvé par toutes les délégations; l'amendement du Brésil au paragraphe 7 modifierait le caractère de procédure de la résolution. Le Ghana appuie la Déclaration et les principes du programme d'action adoptés à Lima; toutefois, il estime que le projet de résolution A/C.2/L.1195 risquerait de ne pas être adopté si l'on y incorporait cet amendement, puisque tous les Etats ne sont pas actuellement en mesure d'approuver les documents de Lima.

44. M. RANKIN (Canada) appuie les amendements du Royaume-Uni et de l'Australie au projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2.

45. La proposition de l'Espagne intéresse la question de la réunion des groupes de travail intergouvernementaux chargés de préparer la Conférence de Stockholm. La contribution apportée par ces groupes dissipe tous les doutes concernant l'aptitude de la Conférence de Stockholm à jouer un rôle important pour prévenir les problèmes de l'environnement et y remédier. Cela est particulièrement vrai du Groupe de travail intergouvernemental sur la pollution des mers, qui a tenu sa seconde session à Ottawa du 8 au 12 novembre 1971. Le Groupe a jeté les bases d'un accord international pour la protection et la sauvegarde du milieu marin en élaborant un ensemble de principes qui pourra guider les Etats lorsque ceux-ci voudront adopter, collectivement ou séparément, des mesures en vue de protéger les océans en tant qu'élément naturel utile à l'humanité tout entière. Il a ainsi contribué à la réalisation du véritable objectif de la Conférence, qui est de résoudre le conflit entre les hommes et leur environnement.

46. M. MORENO (Cuba) propose deux sous-amendements aux amendements du Venezuela qui figurent dans le document A/C.2/L.1213. Il voudrait que l'on insère, d'une part, les mots "et résultant du sous-développement" après "la nature elle-même", à la troisième ligne du douzième alinéa du préambule que le Venezuela propose d'ajouter et, d'autre part, les mots "et sont les conséquences directes du sous-développement" après "la nature elle-même" dans le nouvel alinéa que le Venezuela propose d'insérer entre les alinéas *c* et *d* du paragraphe 4 du dispositif.

47. Les représentants du Venezuela et du Brésil, ce dernier au nom des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1185/Rev.2, ont accepté ces sous-amendements.

*La séance est levée à 13 h 10.*